

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise - CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 17 février 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **METEX NOOVISTA**

plate-forme de Carling Saint-Avoid  
57500 Saint-Avoid

Références : ST-AVOID\_METEX\_2022-02-15\_RAPVI\_ESU\_MCBK\_31266 (1)

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2022 dans l'établissement METEX NOOVISTA implanté plate-forme de Carling Saint-Avoid 57500 Saint-Avoid. L'inspection a été annoncée le 27/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 3 février 2022 s'inscrit dans le cadre de l'action 2022 "suivi des échéances". Elle vise à contrôler le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCAT/BEPE/n°2021-215 du 21 octobre 2021.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- METEX NOOVISTA
- plate-forme de Carling Saint-Avoid 57500 Saint-Avoid
- Code AIOT dans GUN : 0003013146
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non SEVESO

La société METEX NOOVISTA est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2018-DCATA-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié à exploiter une unité de production d'acides carboxyliques (1-3 propanediol (PDO) et acide butyrique (AB)). La mise en service du site a eu lieu au printemps 2021.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- eaux superficielles

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Fonctionnement de la station d'épuration du site	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.3.4 (partiel)	/	/

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rejets aqueux en ammonium	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.9 (partiel)	/	/
Rejets aqueux en nitrates	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.9 (partiel)	/	/
Rejets aqueux en zinc	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.9 (partiel)	/	/
Point de prélèvement des rejets aqueux de la station de traitement du site	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.6.3 (partiel)	/	/

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Information d'Arkema France	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.6.2 (partiel)	/	/
Rejets aqueux en DCO	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.9 (partiel)	/	/
Rejets aqueux en azote global	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.9 (partiel)	/	/
Rejets aqueux en phosphates et phosphore	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.9 (partiel)	/	/

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la visite ont mis en évidence :

- une amélioration globale des rejets aqueux suite aux actions mises en place par l'exploitant ;
- que la mise en demeure est respectée en ce qui concerne :
  - la concentration maximale en azote global ;
  - la concentration maximale en phosphore total ;
  - la concentration maximale et le flux maximal journalier en phosphates ;
  - la moyenne mensuelle des flux journaliers en phosphates.

Malgré ces actions, des dépassements continuent d'être observés sur certains paramètres. Cependant, au vu des actions réalisées et à venir, des résultats transmis jusqu'au 9 février 2022 et de l'envoi de ces effluents à la station biologique et la station de traitement final exploitées par Arkema France avant rejet au milieu naturel, l'inspection des installations classées propose au préfet, à ce stade, de ne pas prendre de suites administratives.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Information d'Arkema France

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.6.2 (partiel)
<b>Prescription contrôlée :</b> "[...] Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour faire cesser le trouble constaté et informe l'exploitant des stations de traitement biologique et final de la société ARKEMA FRANCE."
<b>Constats :</b> Sans observation sur la base des mails d'échange présentés de janvier 2022 entre METEX NOOVISTA et ARKEMA FRANCE (exploitant de la station biologique et de la station de traitement final).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### Nom du point de contrôle : Fonctionnement de la station d'épuration du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.3.4 (partiel)
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] Les eaux résiduaires, ainsi épurées en interne, sont autorisées, sous réserve du respect des dispositions du présent titre, à être dirigées vers la station de traitement biologique puis vers la station de traitement final exploitées par la société ARKEMA FRANCE, avant rejet au milieu récepteur (masse d'eau « Rosselle 2 »). »
<b>Constats :</b> Les effluents traités sur le site sont envoyés vers la station de traitement biologique puis la station de traitement final d'Arkema France alors qu'ils ne respectent pas systématiquement certaines valeurs limites d'émission fixées par le titre 4 de l'arrêté préfectoral susmentionné, et cela malgré l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCAT/BEPE/N°2021-215 du 22 octobre 2021 mettant en demeure la société METEX NOOVISTA de respecter dans un délai de 1 mois les dispositions de l'article 4.4.3.4 de l'arrêté préfectoral n°2018-DCAT/BEPE-295 du 10 décembre 2018 susmentionné.  L'exploitant a présenté les courriels d'échange de janvier 2022 entre METEX NOOVISTA et ARKEMA FRANCE (information des problèmes rencontrés par METEX NOOVISTA au niveau de la station d'épuration, transmission par METEX NOOVISTA des résultats d'analyse de décembre 2021 des effluents traités sur le site, transmission par ARKEMA FRANCE des résultats d'analyse des effluents en sortie de la station biologique et de la station finale).  La mise en demeure n'est pas respectée sur ce point. Cependant, au vu des éléments présentés lors de la visite, l'inspection des installations classées propose au préfet de ne pas prendre, à ce stade, de suite administrative.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

### Nom du point de contrôle : Rejets aqueux en DCO

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.9 (partiel)
<b>Prescription contrôlée :</b> "Les effluents aqueux en sortie de la station de traitement du site respectent les valeurs limites suivantes : [...] DCO (code SANDRE 1314) concentration maximale (mg/L) : 125 flux maximal journalier (kg/j) : 90 moyenne mensuelle maximale des flux journaliers (kg/j) : 72,5 [...]"
<b>Constats :</b> Pour la DCO, les résultats de surveillance des rejets aqueux d'octobre 2021 au 9 février 2022 mettent en évidence :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- moins de 10 % de la série des résultats des mesures d'auto-surveillance permanente (au moins journalière) dépasse la VLE en concentration en décembre 2021 et janvier 2022 ;</li> <li>- 1 des 2 dépassements observés en décembre 2021 est supérieur au double de la VLE en concentration ;</li> <li>- le seul dépassement observé en janvier 2022 est supérieur au double de la VLE en concentration.</li> </ul> <p>L'exploitant a indiqué avoir mis en place des actions successives :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réduction de la production d'acides carboxyliques à 50 % afin de réduire la charge polluante en entrée de la station d'épuration (mesure encore en place en février 2022) ;</li> <li>- 30 décembre 2021 : inspection de l'agitateur par la société SUBMAR qui a constaté que l'agitateur ne fonctionne plus ;</li> <li>- 4 janvier 2022 : mise en place d'une pompe provisoire de recirculation ;</li> <li>- 8 janvier 2022 : mise en place d'une 2ème pompe provisoire de recirculation en complément de la première ;</li> <li>- 14 janvier 2022 : inspection des diffuseurs d'air par la société BONNEVALLE ;</li> <li>- 27 janvier 2022 : date prévue pour la réparation des diffuseurs d'air par la société BONNEVALLE repoussée à cause du covid.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Rejets aqueux en ammonium

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.9 (partiel)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"Les effluents aqueux en sortie de la station de traitement du site respectent les valeurs limites suivantes : [...]</p> <p>Ammonium <math>\text{NH}_4^+</math> (code SANDRE 1335)</p> <p>concentration maximale (mg/L) 6,4</p> <p>flux maximal journalier (kg/j) : 4,61</p> <p>moyenne mensuelle maximale des flux journaliers (kg/j) : 3,71 [...]"</p>
<p><b>Constats :</b> Pour l'ammonium (devant faire l'objet d'une surveillance trimestrielle), les résultats de surveillance des rejets aqueux d'octobre 2021 au 9 février 2022 mettent en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le dépassement de la VLE en moyenne mensuelle des flux journaliers en janvier 2022 ;</li> <li>- 9 des 14 dépassements de la VLE en flux maximal journalier sont supérieurs au double de la VLE en flux.</li> </ul> <p>L'exploitant a indiqué que les travaux de réparation de l'agitateur finalisés le 19 janvier 2022 ont conduit à un retour en conformité des rejets en ammonium en concentration et en flux journalier. Au vu des actions réalisées et des résultats transmis jusqu'au 9 février 2022, l'inspection des installations classées ne propose pas, à ce stade, de suites vis à vis du dépassement de la VLE en moyenne mensuelle des flux journaliers en janvier 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle :** Rejets aqueux en azote global

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.9 (partiel)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"Les effluents aqueux en sortie de la station de traitement du site respectent les valeurs limites suivantes : [...]</p> <p>Azote global (code SANDRE 1551)</p> <p>concentration maximale (mg/L) 25</p> <p>flux maximal journalier (kg/j) : 18</p> <p>moyenne mensuelle maximale des flux journaliers (kg/j) : 14,5 [...]"</p>
<p><b>Constats :</b> L'arrêté préfectoral n°DCAT/BEPE/n°2021-215 du 22 octobre 2021 a mis en demeure la société METEX NOOVISTA de respecter dans un délai de 1 mois la concentration maximale en azote global de 25 mg/L.</p>

<p>Pour l'azote global, les résultats de surveillance des rejets aqueux de septembre 2021 au 9 février 2022 mettent en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- plus de 10 % de la série des résultats des mesures d'auto-surveillance permanente (au moins journalière) dépasse la VLE en concentration en novembre 2021, décembre 2021 et janvier 2022 ;</li> <li>- les 7 dépassements observés en novembre 2021 sont inférieurs au double de la VLE en concentration ;</li> <li>- 1 des 6 dépassements observés en décembre 2021 est supérieur au double de la VLE en concentration ;</li> <li>- 14 des 27 dépassements observés en janvier 2022 sont supérieurs au double de la VLE en concentration ;</li> <li>- le seul dépassement du flux maximal journalier de décembre 2021 est supérieur au double de la VLE en flux ;</li> <li>- 1 des 7 dépassements du flux maximal journalier en janvier 2022 est supérieur au double de la VLE en flux.</li> </ul> <p>L'exploitant a indiqué que les travaux de réparation de l'agitateur finalisés le 19 janvier 2022 ont conduit progressivement à un retour en conformité des rejets en azote global.</p> <p>La mise en demeure est respectée sur ce point (concentration maximale).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### Nom du point de contrôle : Rejets aqueux en nitrates

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.9 (partiel)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>          "Les effluents aqueux en sortie de la station de traitement du site respectent les valeurs limites suivantes : [...]          Nitrates <math>\text{NO}_3^{2-}</math> (code SANDRE 1340)          concentration maximale (mg/L) 66,4          flux maximal journalier (kg/j) : 48          moyenne mensuelle maximale des flux journaliers (kg/j) : 39 [...]"</p>
<p><b>Constats :</b> L'arrêté préfectoral n°DCAT/BEPE/n°2021-215 du 22 octobre 2021 a mis en demeure la société Metex Noovista de respecter dans un délai de 1 mois la moyenne mensuelle des flux journaliers en nitrates de 39 kg/j.</p> <p>Pour les nitrates (devant faire l'objet d'une surveillance hebdomadaire), les résultats de surveillance des rejets aqueux d'octobre 2021 au 9 février 2022 mettent en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le dépassement de la moyenne mensuelle des flux journaliers en janvier 2022 (41,51 kg/j au lieu de 39 kg/j) ;</li> <li>- 6 des 12 dépassements en concentration en novembre 2021 sont supérieurs au double de la VLE ;</li> <li>- 3 des 6 dépassements en concentration en décembre 2021 sont supérieurs au double de la VLE ;</li> <li>- 18 des 31 dépassements en concentration en janvier 2022 sont supérieurs au double de la VLE ;</li> <li>- les 2 dépassements en concentration en février 2022 sont inférieurs au double de la VLE ;</li> <li>- le seul dépassement en flux en novembre 2021 est inférieur au double de la VLE ;</li> <li>- 1 des 4 dépassements en flux en décembre 2021 est supérieur au double de la VLE ;</li> <li>- 1 des 10 dépassements en flux en janvier 2022 est supérieur au double de la VLE.</li> </ul> <p>L'exploitant a indiqué que les travaux de réparation de l'agitateur finalisés le 19 janvier 2022 ont conduit progressivement à un retour en conformité des rejets en nitrates en concentration et en flux journalier.</p> <p>La mise en demeure n'est toujours pas respectée sur ce point (moyenne mensuelle des flux journaliers).          Cependant, au vu des actions réalisées et des résultats transmis jusqu'au 9 février 2022, l'inspection des installations classées ne propose pas, à ce stade, de suites vis à vis du dépassement de la VLE en moyenne mensuelle des flux journaliers en janvier 2022.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>

**Nom du point de contrôle : Rejets aqueux en phosphates et phosphore**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.9 (partiel)
<b>Prescription contrôlée :</b> "Les effluents aqueux en sortie de la station de traitement du site respectent les valeurs limites suivantes : [...] Phosphore total (code SANDRE 1350) concentration maximale (mg/L) : 1,5 flux maximal journalier (kg/j) : 1,08 moyenne mensuelle maximale des flux journaliers (kg/j) : 0,87 [...] Phosphates $\text{PO}_3^{2-}$ (code SANDRE 1847) concentration maximale (mg/L) : 5 flux maximal journalier (kg/j) : 3,6 moyenne mensuelle maximale des flux journaliers (kg/j) : 2,9 [...]"
<b>Constats :</b> L'arrêté préfectoral n°DCAT/BEPE/n°2021-215 du 22 octobre 2021 a mis en demeure la société Metex Noovista de respecter dans un délai de 1 mois : <ul style="list-style-type: none"><li>- la concentration maximale en phosphore total de 1,5 mg/L ;</li><li>- la concentration maximale en phosphates de 5 mg/L ;</li><li>- le flux maximal journalier en phosphates de 3,6 kg/j ;</li><li>- la moyenne mensuelle des flux journaliers en phosphates de 2,9 kg/j.</li></ul> <p>Pour le phosphore et les phosphates, les résultats de surveillance des rejets aqueux de décembre 2021 au 9 février 2022 mettent en évidence le respect des VLE en concentration, en flux journalier et en moyenne mensuelle des flux journaliers.</p> <p>L'exploitant explique avoir procédé au réglage de l'injection de chlorure ferrique.</p> <p>La mise en demeure est respectée sur ce point.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Rejets aqueux en zinc**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.9 (partiel)
<b>Prescription contrôlée :</b> "Les effluents aqueux en sortie de la station de traitement du site respectent les valeurs limites suivantes : [...] Zinc et ses composés (code SANDRE 1383) concentration maximale (mg/L) : 0,032 flux maximal journalier (kg/j) : 0,023 moyenne mensuelle maximale des flux journaliers (kg/j) : 0,019 [...]"
<b>Constats :</b> L'arrêté préfectoral n°DCAT/BEPE/n°2021-215 du 22 octobre 2021 a mis en demeure la société Metex Noovista de respecter dans un délai de 1 mois : <ul style="list-style-type: none"><li>- la concentration maximale en zinc de 0,032 mg/L ;</li><li>- le flux maximal journalier en zinc de 0,023 kg/j ;</li><li>- la moyenne mensuelle des flux journaliers en zinc de 0,019 kg/j.</li></ul> <p>Pour le zinc (devant faire l'objet d'une surveillance mensuelle), les résultats de surveillance des rejets aqueux de novembre 2021 à décembre 2021 mettent en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 13 des 30 dépassements en concentration en novembre 2021 dépassent le double de la VLE ;</li><li>- les 31 dépassements en concentration en décembre 2021 dépassent le double de la VLE ;</li><li>- 2 dépassements de la VLE en flux en novembre 2021 ;</li><li>- 13 dépassements de la VLE en flux en décembre 2021 ;</li><li>- un léger dépassement de la moyenne mensuelle des flux journaliers en décembre 2021 (0,019943 kg/j) ;</li></ul> <p>L'exploitant a indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- que la concentration et le flux en zinc sont issus de l'eau potable délivrée par le distributeur d'eau</li></ul>



<p>sur la plateforme (SEE) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- qu'une augmentation de la concentration en zinc dans l'eau potable délivrée est observée (30-40 µg/L en 2017 ; 600- 700 µg/L en 2021) ;</li> <li>- que le sujet a été évoqué lors du Comité de Concertation Eaux (CCE) du 27 janvier 2022 entre les industriels de la plateforme et SEE ;</li> <li>- qu'une étude sera réalisée pour identifier la solution technique à mettre en œuvre pour traiter l'eau pompée dans la nappe et distribuée sur la plateforme par SEE.</li> </ul> <p>La mise en demeure n'est toujours pas respectée sur ce point (concentration, flux journalier, moyenne mensuelle des flux journaliers). Cependant, compte tenu de la problématique globale au niveau de la plateforme et des actions prévues, l'inspection des installations classées ne propose pas, à ce stade, de suites.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
---

**Nom du point de contrôle :** Point de prélèvement des rejets aqueux de la station de traitement du site

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.6.3 (partiel)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"Un point de prélèvement d'échantillons est prévu sur chaque point de rejet sur lequel une autosurveillance est effectuée ou prescrite par le présent arrêté. Ces points de prélèvement d'échantillons sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande du service de l'Inspection des Installations Classées. [...] Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h [...]"</p>
<p><b>Constats :</b> L'échantillonneur automatique XX1066.07 situé en aval du filtre à charbon comporte 4 bidons de 10 L, chaque bidon de 10 L permettant de couvrir une période de 24h. Les échanges avec l'opérateur présent le jour de la visite ont mis en évidence un risque de prélèvement d'un bidon ne correspondant pas au jour affiché dans GIDAF pour les résultats d'analyse (notamment le lundi matin quand 2 bidons sont remplis et le 3ème en cours de constitution). Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées sous un mois les mesures prises ou prévues pour s'assurer que l'échantillon prélevé et analysé correspond bien au jour affiché dans GIDAF pour les résultats d'analyse.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>